

15 octobre 2008, L'Humanité

« 360 milliards pour les banques, 2 millions pour Bagneux »

DSU . Sous l'impulsion de la municipalité, les habitants de Bagneux se mobilisent contre le projet de réforme de la dotation de solidarité urbaine.

« On dirait une punition », « une claque forte et indigne », « une façon de traiter les gens avec mépris ». Les réactions des Balnéolais sont fortes. Surtout depuis que Marie-Hélène Amiable, maire (PCF) de cette ville du sud des Hauts-de-Seine, et la majorité municipale ont lancé une campagne d'informations sur les conséquences dramatiques du projet gouvernemental de réforme de la dotation de solidarité urbaine (DSU) sur la vie quotidienne de ses administrés. À Bagneux, la révision des critères d'éligibilité à ce fonds d'aide versé par l'État amputerait de 2 millions d'euros le budget communal. L'équivalent de la somme consacrée à l'éducation, aux associations ou encore à l'action sociale.

En quelques jours, la carte pétition distribuée avec le bulletin municipal a déjà récolté plus de 2 000 signatures. Et lors d'une réunion publique, lundi soir, de nombreux habitants et responsables associatifs ont exprimé leur soutien à la démarche municipale à laquelle ils comptent s'associer pour l'amplifier. « Cela doit devenir l'affaire du plus grand nombre possible de nos concitoyens », souhaite l'animateur du groupe local d'ATTAC. « Pour montrer que ce n'est pas qu'une initiative des élus », complète un dirigeant syndical. « Il faut agir vite et fort et ne pas se disperser », estime un responsable du Club omnisports qui lance l'idée d'un appel du tissu associatif balnéolais. « Nous sommes en pleine période de renouvellement des adhésions au club, c'est l'occasion pour nous d'informer nos 4 000 membres », explique-t-il. Un autre promet de faire signer tout son quartier.

Même enthousiasme du côté d'une association de mémoire de la Résistance : « Nous allons faire un déplacement à Châteaubriant. Nous proposerons la pétition dans le bus », affirme une retraitée. La crise financière est dans tous les esprits et la

réaction du gouvernement en suscite davantage d'écoeurement. Une militante d'association d'aide aux chômeurs propose une formule choc : « 360 milliards pour sauver les banques. 2 millions pour sauver Bagneux ». Certains aimeraient passer la vitesse supérieure. « Il faut saturer les boîtes électroniques des ministres, manifester devant l'Élysée... », énumère Christophe, un brin désespéré.

En attendant de décider d'une action symbolique, le conseil municipal a voté, aujourd'hui, un vœu demandant le report de la réforme, en attendant la séance extraordinaire du 8 novembre. Un rassemblement est d'ores et déjà prévu le 13 novembre, devant l'Assemblée nationale, jour du vote du budget. Et, à l'assemblée départementale des Hauts-de-Seine, les élus de gauche, rassemblés derrière le conseiller général de Bagneux, Patrick Alexanian (PCF), soumettront, eux aussi, un vœu au vote de l'Hémicycle sarkozyste. « Nous avons un mois et 40 000 habitants : il n'est pas possible qu'on laisse passer ça », est convaincu l'élue communiste.

Ludovic Tomas